

Les références:

- ¹ Al-Ibrahim. Marwan, Liquidation d'une société anonyme commune, phd, Le Caire 2000, Pg.112
- ² Al-Sarayreh. Manssour, Responsabilité civile du liquidateur contre la société publique commune, Sharjah Magazine 2011, Pg.221
- ³ Kamal Taha. Mustafa, Commercial Law, Commercial Companies, Pg. 334
- ⁴ Al-Shakhabneh, Abed, Legal System for Liquidation of Commercial Companies, Al-Tawanieh Printings 1993. Pg. 254
- ⁵ Masadeh, Ahmed, Legal Position of Liquidator, Bar Association Magazine, Jordan, 2009, Pg. 10
- ⁶ Article 291 de la loi britannique sur l'insolvabilité.
- ⁷ Article 261 du Code des Sociétés.
- ⁸ Masadeh, Ahmed, référence précédente, page 11.
- ⁹ Article 108 de la loi britannique sur l'insolvabilité.
- ¹⁰ Al-Shakhabneh, Abed, référence précédente, page 255
- ¹¹ Shamsan, Hamoud, Référence précédente, page 245.
- ¹² Article 109/2 de la loi britannique sur l'insolvabilité.
- ¹³ Article 254 du droit des sociétés commerciales.
- ¹⁴ Al-Sarayreh. Manssour, référence précédente, page 225
- ¹⁵ Ibrahim. Sarhan et Nouri Hamad, Sources des droits personnels (engagements), Culture House Printing, Amman, 2003, page 395.
- ¹⁶ Sutan, Anwar, Sources d'engagement dans le droit civil jordanien, Étude comparative sur la doctrine islamique, Culture House, Amman, 2007, page 283.
- ¹⁷ Shamsan, Hamoud, Liquidation de sociétés commerciales, Al-Halabi Legal Printings, 1994, page 518
- ¹⁸ Luqman, Wahi, responsabilités et pouvoirs des gestionnaires, Le Caire 1998, page 212
- ¹⁹ Elias Nassif, Encyclopédie des sociétés commerciales, Al-Halbi Printings, Beyrouth 1994, p. 219
- ²⁰ Al-Shakhabneh, Abed, référence précédente, page 289
- ²¹ Al-Sarayreh. Manssour, référence précédente, page 229
- ²² Article 264/3 du droit des sociétés commerciales.
- ²³ Article 601 du Code civil jordanien.
- ²⁴ Article 170 de la loi britannique sur l'insolvabilité.
- ²⁵ Al-Sarayreh. Manssour, référence précédente, page 233.

Le législateur jordanien oblige le liquidateur à payer les dettes à la date de valeur²³. Contrairement à la loi britannique sur l'insolvabilité, les dettes non exigibles seront dues sur ordre de liquidation de la société²⁴.

Insistant pour maintenir le principe d'égalité entre les créanciers afin que personne ne se substitue à un autre juste parce que leurs dettes deviennent exigibles, nous constatons que le législateur jordanien doit tenir compte de ce principe et stipuler ce principe dans la loi des sociétés.

En conséquence, nous concluons que si le liquidateur ne respecte pas les règles juridiques en matière de règlement et de paiement des dettes de la société, il sera responsable contre la société et il sera interrogé s'il donne la priorité à certains créanciers pour d'autres sans aucune justification. Cela peut permettre à toute personne touchée de demander une indemnisation à la société²⁵.

Conclusion :

Après avoir terminé cette recherche, nous concluons les résultats suivants:

- Les législateurs jordanien et britannique persistent sur la continuation de l'organe de la compagnie pendant la liquidation, ainsi le liquidateur sera le représentant de la compagnie.
- Le législateur jordanien ne précise pas quelles conditions doivent être réunies au liquidateur, contrairement au législateur britannique qui donne au processus de liquidation une grande priorité lorsqu'il fixe les conditions à remplir par le liquidateur.
- La loi jordanienne sur les sociétés et la loi britannique sur l'insolvabilité prévoient des procédures de nomination d'un liquidateur par un texte figurant dans le protocole d'accord ou dans tout accord subséquent.
- Le liquidateur est responsable de ses actes et activités qu'il exécute au cours de sa liquidation de la société.

recouvre les dettes de la société auprès d'un tiers. Cela comprend toutes les mesures de précaution à l'égard de ces dettes. En outre, il peut exécuter contre les débiteurs toute action visant à percevoir ces dettes pour la société (art. 269/4) de la loi jordanienne sur les sociétés.

En ce qui concerne le droit du liquidateur de satisfaire les dettes de l'entreprise auprès des associés, il est habilité à intenter des poursuites contre les associés afin qu'ils paient les montants restants de leurs actions dans le capital de la société, qui ne sont pas payés lorsque le processus de liquidation exige le même²⁰.

Le liquidateur peut les réclamer de payer les avances et les prêts à la société, et de réclamer des compensations résultent de leur responsabilité contractuelle et par défaut contre la société²¹.

À la lumière de ce qui précède, le liquidateur ne peut compenser aucune assurance des dettes de la société à moins que des assurances équivalentes. En outre, il ne peut pas libérer tous ou certains débiteurs, s'il fait la même chose, il devient responsable contre la société

Deuxième exigence

Responsabilité du liquidateur sur paiement des dettes de l'entreprise.

À sa nomination, le liquidateur paie les dettes de la société; Toutefois, le législateur jordanien oblige le liquidateur à notifier aux créanciers le devoir de fournir leurs créances contre la société, qu'ils soient payables dans un délai de deux mois ou non, s'ils vivent à l'intérieur du Royaume et trois mois s'ils vivent à l'étranger selon un Liquidation à publier dans un lieu apparent dans deux quotidiens officiels dans les trente jours à compter de la date d'émission de la décision de liquidation²².

Le législateur jordanien réglemente les règles que le liquidateur doit respecter en paiement des dettes demandées à la société et priorité de sa satisfaction. Conformément à l'article 256 de la loi sur les sociétés, le liquidateur paie les dettes de la société selon la séquence suivante, après deduction des frais de liquidation, y compris les frais du liquidateur, et il sera invalide s'il est exécuté en violation de cette séquence:

1 - Encours des employés de la société.

2- Montants en souffrance pour le Trésor public et les municipalités.

3- Indemnités de location en cours pour le propriétaire de tout bien de location à la compagnie.

4- Autres encours en fonction de sa séquence prioritaire en application de la réglementation applicable; Cependant, l'article 175/1 de la loi britannique sur l'insolvabilité, les dettes préférées prendra la priorité dans le paiement après le paiement des frais de liquidation. Les dettes préférentielles comprennent les suivantes:

1) Dettes fiscales.

2) Ministère de la santé et de la sécurité sociale.

3) Salaire des employés pendant les quatre mois précédant la liquidation.

Il convient de noter que le liquidateur doit déposer dans le trésor public les montants requis pour la satisfaction afin de satisfaire les dettes des créanciers qui n'ont pas donné leurs demandes.

description par défaut, de sorte que la responsabilité est le résultat du défaut d'un ordre contraignant ¹⁶.

Selon la loi, indépendamment de toute méthode de nomination (accord, tribunal), le liquidateur est considéré comme un représentant de la société en cours de liquidation; Par conséquent, s'il commet et contrevient à ses obligations ou à ses dispositions légales, il sera assujéti aux dispositions générales de la procuration et il sera responsable de toute indemnisation à toute personne touchée par celle-ci en vertu des règlements de responsabilité civile Qu'il s'agisse de responsabilité contractuelle ou de défaut).

Le liquidateur assure la direction de la société et contrôle ses activités lorsque les autorités du conseil d'administration sont suspendues pendant la liquidation.

Après que le liquidateur publie une annonce de liquidation et reçoit des sommes de la société à liquider, il se prépare aux activités de liquidation en écrivant des listes des actifs, des droits et des dettes de la société. (Article 37 du droit des sociétés).

Le liquidateur effectue l'inventaire en tenant compte de toutes les sommes de la société en liquidation figurant dans les listes d'inventaire. En outre, le liquidateur doit observer les demandes et les réclamations des créanciers et des débiteurs de la société afin de prouver leurs dettes dans les listes d'inventaire.

La liste d'inventaire est considérée comme une procédure importante et toute clause figurant dans les statuts de la société empêchant le liquidateur d'avoir cette liste sera annulée. Par conséquent, cette clause sera considérée comme non écrite, parce que liquidateur nous sommes responsables de la société des sommes non seulement contre les partenaires, mais aussi les créanciers en tant que tiers ¹⁷.

Il convient de noter que l'engagement du liquidateur à percevoir et à payer les dettes de la société est une obligation de diligence raisonnable; Par conséquent, le liquidateur doit garder les fonds de la société et de maintenir sa gestion et les affaires ¹⁸.

Dans cette recherche, nous déterminerons la responsabilité du liquidateur envers la société en termes de perception et de paiement de ses dettes.

Première exigence

Liquidateur Responsabilité envers la société pour le recouvrement de ses dettes.

Le liquidateur doit prendre toutes les procédures requises pour satisfaire et collecter les droits et dettes de la société auprès des débiteurs ou des associés.

Liquidateur est la seule personne qui peut satisfaire les dettes des partenaires de la société ou tout tiers; Par conséquent, aucun des associés ne peut exécuter le même, ainsi si n'importe quel débiteur a satisfait pour n'importe quel associé avec sa part de la dette, alors cette satisfaction est incorrecte, puisque la satisfaction qui rendra une personne libre de la responsabilité est appartient au liquidateur seulement ¹⁹.

Conformément à l'article B / 261 de la loi sur les sociétés jordaniennes, le liquidateur doit préparer une liste des débiteurs de la société avec un rapport des actions et des procédures qu'il a prises pour réclamer les acomptes et les dettes à la société de ses débiteurs. Cette liste constitue une preuve initiale, en tenant compte du fait que les personnes dont les noms y sont mentionnés ne sont que des débiteurs.

La responsabilité du liquidateur vis-à-vis de la société est représentée en revendiquant tout droit pour cette société, que ce soit d'un tiers ou d'un partenaire, et que le liquidateur

Nomination du liquidateur par les créanciers:

La loi britannique accorde aux créanciers le droit de nommer un liquidateur en cas de liquidation volontaire des associés si le liquidateur désigné par les associés constate que la société n'est pas en mesure de payer ses dettes commerciales dans les douze mois suivant sa décision de liquidation. Dans ce cas, la liquidation passera d'une liquidation volontaire par les partenaires à une liquidation volontaire par les créanciers. Ils peuvent remplacer le liquidateur désigné par les associés par un autre qu'ils choisissent. Dans ce cas, la liquidation sera sous le contrôle des créanciers ¹⁰.

Le législateur jordanien ne prévoit pas de texte donnant droit aux créanciers pour la nomination d'un liquidateur; à l'origine, le droit de nommer un liquidateur est réservé aux associés, mais si celui-ci n'est pas disponible, ce droit revient au tribunal à la demande d'un Des partenaires.

Si le liquidateur est nommé pour la société, il sera considéré comme son représentant légal et il engagera les procédures de liquidation en conséquence ¹¹.

À sa nomination, le liquidateur ajoute l'expression de «en liquidation» à la dénomination sociale sur tous ses papiers et correspondances.

La loi britannique oblige l'autorité qui a délivré la décision de nommer le liquidateur à notifier le fonctionnaire d'inscription avec le même pour être publié dans le journal officiel dans les quatorze jours; Toutefois, si le liquidateur ne le fait pas, il sera assujetti à une pénalité ¹².

La loi jordanienne sur les sociétés oblige l'autorité qui a rendu la décision de liquidation de toute société par actions publique en cas de liquidation obligatoire de fournir au contrôleur des sociétés et à la Bourse d'Amman une copie de cette décision dans les trois jours suivant sa délivrance. De le publier au journal officiel sur deux magazines quotidiens au moins dans un délai ne dépassant pas sept jours à compter de sa date de connaissance de la décision de liquidation ¹³.

À la lumière de ce qui précède, nous notons que la loi britannique impose une sanction au liquidateur qui ne suit pas les procédures d'annoncer sa nomination contrairement à la loi jordanienne qui est exempt de tout texte l'organisant, notamment que cette action par liquidateur permettra Tout tiers ou toute personne a des liens avec la compagnie pour retourner au liquidateur relativement à toute question; Par conséquent, nous constatons que si le liquidateur échoue dans le suivi des procédures de sa nomination et l'annonce de celui-ci comme stipulé à cet égard, alors il sera responsable d'une pénalité en raison de sa négligence ¹⁴.

Chapitre trois:

Responsabilité du liquidateur à l'égard de la société au moment de la perception et du paiement de ses dettes

La responsabilité civile est définie comme l'interpellation de toute personne contre ses actions qui a causé des dommages à tout tiers. Ce dommage est contraire à toute réglementation légale ¹⁵.

Par conséquent, les principes de base de la responsabilité civile sont l'agression de tout droit de tiers, et il est représenté dans le défaut civil comme indiqué dans la juridiction occidentale; Toutefois, il n'existe pas de forme spécifique de défaillance civile; Par conséquent, les actions arrivées ne peuvent pas être limitées qui sont certifiés par la

Comme on le sait, la plupart des sociétés commerciales ont été construites sur l'exercice d'une activité commerciale nécessite une longue période, donc nous ne nous attendions pas à ce que le liquidateur restera dans sa position pendant une longue période pour liquider la société, mais il ya une autre situation, La vie et les activités de l'entreprise est courte et construite sur une base personnelle. Dans ce cas, normalement, il ya un accord entre les associés dans le mémorandum de la société et les statuts pour la nomination du liquidateur parmi les partenaires, mais quant à sa nomination, il sera reporté au début de la liquidation de la société⁵.

Conformément à la loi britannique sur l'insolvabilité de 1986, qui stipule des règles de liquidation par les associés, elle confère un rôle majeur au directeur de l'entreprise; lorsque le second propose une liquidation volontaire de la société, le gérant publie une annonce indiquant le statut réel de la société. Et que la nomination du liquidateur dans la liquidation volontaire par les associés suspendra toutes les autorisations des gérants, à moins que l'assemblée générale ou le liquidateur ne décide de les maintenir en poste⁶.

Nomination en cas d'absence de texte:

si le protocole d'association ou les statuts de la société ne comporte aucune méthode de nomination d'un liquidateur ou si la décision sur celle-ci est laissée jusqu'à la dissolution de la société, des règles générales sont alors appliquées à cet égard. En ce qui concerne les sociétés individuelles, la loi sur les sociétés jordaniennes exige le vote unanime des associés pour nommer le liquidateur, mais pour ce qui est des sociétés par actions, la loi n'exige pas la même, puisque ces dernières sociétés ont un grand nombre d'actionnaires, Tous les partenaires effectuent le processus de liquidation. Cela est dû au nombre élevé de partenaires et à la difficulté d'arriver à un avis unanime en ce qui concerne les décisions de liquidation; Par conséquent, la nomination du liquidateur est prise par le vote unanime des actionnaires.

En ce qui concerne la liquidation de la société anonyme, la loi stipule que le liquidateur est nommé sur la base d'une décision de l'assemblée générale; Toutefois, dans le cas où aucun liquidateur n'est nommé, le contrôleur d'entreprise en nommera un et déterminera son salaire⁷.

Nomination du liquidateur par la Cour:

Si les associés ne parviennent pas à un vote unanime pour nommer un liquidateur ou si le liquidateur n'a pas la majorité requise des associés, ou si les associés s'abstiennent de sa nomination, le tribunal compétent peut nommer un liquidateur sans le consentement des partenaires. Puisque la cour est le meilleur déterminant en l'espèce pour équilibrer les avantages des partenaires⁸.

Toutefois, le liquidateur nommé par le tribunal est défini comme «liquidateur judiciaire» et le gestionnaire de la société est considéré comme liquidateur à l'égard de tout tiers pendant la période où aucun liquidateur n'a été nommé. En outre, le tribunal compétent qui étudiera la demande de nomination d'un liquidateur est celui qui a la juridiction correspondante.

Retour à la loi britannique, il donne au tribunal le pouvoir de nommer ou de supprimer le liquidateur s'il ya des cas nécessitent le même⁹.

Deuxième exigence

Conditions de Liquidateur

La loi britannique sur l'insolvabilité prévoit plusieurs conditions pour la nomination d'un liquidateur qui sont:

- 1- Il doit être au courant des activités de gestion.
- 2- Il est membre d'une association reconnue.
- 3- Il est autorisé à exécuter les procédures de liquidation.

Le législateur britannique considère que l'exercice de la liquidation sans ces conditions est punissable par la loi (1). C'est une bonne décision prise par le législateur britannique à la différence du jordanien. En revenant à la loi sur les sociétés jordaniennes, nous n'avons trouvé aucune condition à remplir pour nommer un liquidateur de toute autorité en rendant la décision de nomination, que la liquidation soit volontaire ou obligatoire par le tribunal, malgré l'importance de cette question.

La liquidation est considérée comme l'un des sujets les plus compliqués dans la Loi sur les sociétés en raison de nombreuses procédures et opérations nécessaires pour elle; Par conséquent, le liquidateur devrait être un expert dans les domaines comptable, juridique, bancaire ou de gestion, de sorte qu'il serait en mesure de terminer les activités de la société, négocier avec les créanciers, vérifier les livres de la société, stocker son inventaire, payer ses dettes, distribuer ses Actifs entre actionnaires et résilier les relations de l'entreprise avec des tiers².

Par conséquent, nous estimons qu'il est nécessaire que la loi jordanienne sur les sociétés comporte un texte explicite indiquant les conditions à remplir par le liquidateur et je suggère ce qui suit:

- 1- Il sera expert en science des entreprises.
- 2- Il est expert en matière de comptabilité, de banque, d'administration ou de tout autre domaine.
- 3- Il est autorisé à effectuer les procédures de liquidation.

Chapitre deux: Nomination d'un liquidateur

Il existe des règles spécifiques selon lesquelles un liquidateur doit être nommé, et pour rendre cette nomination efficace contre les partenaires et les tiers, il devrait être publié comme loi stipulée, et nous étudierons la nomination comme suit:

À l'origine, la nomination du liquidateur relève de l'activité des associés puisqu'ils ont le pouvoir de le nommer ou de le révoquer; Toutefois, si le mémorandum d'entreprise prévoit des conditions particulières pour la nomination du liquidateur ou s'il dispose de l'autorité de nomination, ces conditions doivent être respectées³.

En outre, les associés ont le droit d'inclure dans le protocole d'association de la société ou dans ses statuts une méthode de liquidation. Cet accord sera contraignant pour autant qu'il ne contrevienne pas aux règles de l'ordre public. En outre, les associés ont le droit de signer un acte constitutif ou un acte constitutif de la société pour procéder à la liquidation de tous les associés ou de ses gérants ou de tiers selon les conditions qu'ils jugent appropriées⁴.

La responsabilité du liquidateur de l'endettement de la société***Dr- Abdelsalam ahmad bani hamad******Mammeri Messaoud******Académie Royal De Police-Jordan******université de Djelfa*****Résumé**

Liquidateur signifie que la ou les personnes s'occupent de la gestion de la société pendant la période de liquidation; C'est-à-dire à partir de la date de résiliation de la société jusqu'à la distribution de l'excédent de la liquidation entre les associés après le paiement de ses dettes et le règlement de ses comptes finalement. la Liquidation signifie un groupe d'activités visant à mettre fin aux travaux actuels de la société et à régler ses droits et dettes afin de déterminer l'excédent de ses fonds afin d'être distribués entre partenaires.

Introduction

La société sera fermée et son mémorandum d'association prendra fin au moment de l'émission de sa décision de liquidation, si cette liquidation est volontairement faite selon un accord des associés ou obligatoirement par le tribunal compétent. Pour résilier et liquider la société, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés pour entreprendre la gestion de la société et ses activités qui nécessitent une liquidation. Le législateur jordanien organise les dispositions relatives à la liquidation conformément à la loi n ° 22/1997 sur les sociétés.

Il convient de noter que le législateur jordanien n'a pas traité les dispositions en matière de responsabilité civile du liquidateur. Il est satisfait de la mise en œuvre des règles générales énoncées dans le droit civil. Par conséquent, cette recherche vise à déterminer la responsabilité du liquidateur contre la société lors de la collecte et le paiement de ses dettes.

Dans cette recherche, nous allons traiter de la responsabilité civile du liquidateur contre la société lors de la perception et le paiement de ses dettes sur trois chapitres:

Chapitre une: Définition et conditions du liquidateur

Chapitre deux: Nomination d'un liquidateur

Chapitre trois: Responsabilité du liquidateur à l'égard de la société au moment de la perception et du paiement de ses dettes.

Chapitre une: Définition et conditions du liquidateur

Première exigence

Liquidateur:

Signifie que la ou les personnes s'engagent dans la gestion ou les opérations de la société requises pendant la période de liquidation; À partir de la date de résiliation de la société jusqu'à la distribution de l'excédent de la liquidation entre associés après le paiement de ses dettes et le règlement de ses comptes définitifs ¹.